

Table des matières

ÉDITORIAL	3
La rentrée des jeunes politiques	5
REGARDS SUR L'EUROPE 16	
Isabelle Lenarduzzi : nous les femmes	9
L'AEDE-EL & SES PARTENAIRES	
Germain Pirlot : l'Esperanto	15
Inforef	16
ON A LU, VISITÉ & SÉLECTIONNÉ POUR VOUS	
Emission TV	
• Avenue de l'Europe, le retour des frontières ?	19
Expositions	
• Aller à Paris pour mieux connaître l'art belge ?	19
• Quand on mettait des hommes en cage	20
• Et si on osait la Paix ?	21
Colloque	
• L'Europe s'invite à l'académie	21
Livre	
• A l'ombre des vainqueurs, de Marie- Laure de Cazotte.....	21

Ce numéro a été réalisé avec l'aimable collaboration de :

- *Th. Jamin (Rédactrice en chef)*
- *C. de Beukelaer, A. de Lamotte, B. Guillaume, Inforef, I. Lenarduzzi, G. Pirlot, Ph. Plumet, S. Rohony, M-C. Sour*
- *Dessins originaux : S. Duhayon-Serdu*
- *Secrétariat : M. Rebeschini*
- *Gestion administrative : Y.Tinel*

COMMUNIQUEZ-NOUS

Votre adresse e-mail

yves.tinel@aede-el.be

Vous serez plus vite informés
sur nos activités, sur nos voyages, sur notre B.I., ...

Ce B.I. est disponible sur notre site :

<http://www.aede-el.be/BI/BI.htm>



Si vous souhaitez ne plus recevoir la version papier de notre B.I, prévenez-nous en nous envoyant un e-mail à l'adresse suivante : yves.tinel@aede-el.be.

Vous recevrez un message vous informant de sa parution.

Si vous appréciez nos initiatives, soutenez-nous en remplissant le virement ci-joint.

Éditorial

Une crise existentielle ?



Allo l'Europe ! Comment ça va en cette rentrée scolaire 2016-2017 ?

Ben mon bon monsieur, pas très fort. Ça craque aux entournures, je perds des morceaux, j'ai quelques soucis avec la plomberie intérieure et je m'interroge sur mon devenir...

« L'état de la désunion », ce titre barrant la « une » du quotidien *Le Soir* du 15 septembre pour évoquer les positions et discours opposés de Jean-Claude Juncker et de Donald Tusk sur l'avenir de l'Europe résume bien la situation.

Et c'est vrai que l'Europe vient de vivre une « annus horribilis »¹ marquée par la persistance des difficultés économiques et de la crise des réfugiés et, élément nouveau, par la menace terroriste. Bruxelles, la capitale de l'Europe, a été symboliquement frappée par cette violence aveugle.

A cela s'est ajouté le choc du vote en faveur du Brexit en Grande-Bretagne... Confrontés à la nécessité d'assumer les conséquences de leur victoire, les partisans du « oui » ont rapidement été amenés à

reconnaître que nombre de leurs promesses de lendemains qui chantent reposaient sur des sables plus que mouvants et ne parlons pas de l'impréparation totale de l'administration britannique pour mettre en œuvre et gérer cette sortie...

Repli sur soi et montée des populismes

On n'évoquera pas ici les problèmes récurrents de gouvernance et de fonctionnement des institutions et organes de l'Union ou les discussions sur le « plus » ou le « moins » d'Europe. Aujourd'hui, la crise est plus grave et plus profonde. Elle est existentielle et touche aux fondements mêmes de la construction européenne.

Pendant que la Grande-Bretagne veut prendre la porte de sortie au terme d'une campagne où le repli sur soi l'a emporté, dans d'autres Etats membres, on assiste à l'installation de gouvernements dont les conceptions de l'Etat de droit et du respect des grandes libertés publiques sont, euphémisme, plutôt opposées à celles qui ont présidé à la genèse de l'Union. Est-il nécessaire de préciser que l'Europe, « Bruxelles », se voit attribuer le rôle classique et pratique du bouc émissaire ?

On peut rétorquer qu'en Grande-Bretagne, en Hongrie ou en Pologne, c'est le peuple qui, à chaque fois, s'est exprimé par le biais d'un référendum ou d'élections libres. Il est hors de question de remettre en cause ici la légitimité du suffrage universel. Le peuple ne se trompe pas mais ne peut-il pas être sciemment trompé ? L'histoire ne donne pas de leçons et ne se répète pas mais, dans certains discours ou situations, force est de constater qu'on y trouve quelques réminiscences des années 30.

Surfant sur les inquiétudes légitimes (et qu'il faut prendre en compte...) des populations confrontées à des bouleversements sociétaux profonds et inquiètes pour leur avenir, on voit (re)surgir les nationalismes, les populismes, les communautarismes ou les fondamentalismes religieux dont le fonds de commerce s'alimente de la peur ou du rejet de l'Autre pour mettre en avant ce qui sépare plutôt que ce qui rassemble et unit.

Partout (y compris dans notre pays), les digues cèdent les unes après les autres, la parole se libère – chez de nombreux responsables politiques mais aussi des intellectuels médiatisés – portant des idées et des propos autrefois cantonnés aux milieux et mouvements d'extrême-droite. On flirte trop souvent (ou on les dépasse) avec les frontières de la xénophobie ou du racisme. Les slogans forts, les propositions « chocs », les petites phrases et les solutions simples, l'exploitation des peurs prennent le pas sur une réflexion en profondeur prenant en compte la complexité des problèmes.

La pré-campagne présidentielle française nous offre déjà une bonne illustration de cette évolution inquiétante. Songeons aussi aux difficultés rencontrées par Angela Merkel en Allemagne où sa gestion

¹ On nous pardonnera d'emprunter cette expression forte à la souveraine d'un pays qui a marqué son désamour profond pour l'Union, au point de vouloir la quitter...

de la crise des réfugiés est mise en cause et confrontée à la montée en puissance électorale des populistes de l'AFD.

Reconnaissons que cette crise des réfugiés a permis à notre Europe de démontrer toute l'étendue de ses divisions et, à certains, de prendre des positions teintées du nationalisme et du populisme évoqués ci-dessus.

Oui, la crise de notre Europe est existentielle. Elle est profonde et interroge les valeurs qui sont à la base de sa construction et de son existence.

Alors faut-il se résigner et baisser les bras ? N'est-il pas temps de donner la parole à des responsables politiques qui portent un autre discours ?

Un rappel indispensable...

A la barre de la défense, convoquons un grand témoin, Joachim Gauck, Président de la République fédérale d'Allemagne, en citant quelques extraits de son discours prononcé à Liège, le 4 août 2014, lors de la cérémonie d'ouverture des commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale².

Il évoque le conflit, mais aussi la construction de l'Europe. Deux ans après, son propos prémonitoire et actuel nous renvoie à nos valeurs fondatrices et au rôle que l'Europe doit tenir.

...Le nationalisme avait presque aveuglé tous les cœurs et les esprits. Ni les normes culturelles et de civilisation, ni les croyances religieuses, ni la raison n'étaient assez fortes pour donner une autre orientation à la conscience. Au contraire ! On croyait même être dans son droit, tant du côté de la morale que de la religion. Dans cette lutte d'une culture contre une autre, les sentiments de supériorité et un égoïsme nationaliste extrême triomphaient de l'empathie...

...Aux côtés de représentants du monde entier, nous commémorons les soldats tombés au champ d'honneur, les blessés, tous ceux qui ont été mutilés dans leur âme et dans leur chair. Nous honorerons à jamais leur mémoire. Nous sommes reconnaissants de pouvoir vivre déjà depuis si longtemps côte à côte dans une Europe de paix. Nous savons que ce n'est pas tout naturel. La Belgique qui abrite l'Europe institutionnalisée est d'ailleurs l'endroit parfait pour saluer la construction européenne. Au lieu du droit du plus fort, c'est la force du droit qui règne aujourd'hui en Europe. Si, à Bruxelles, petits et grands États membres de l'Union européenne cherchent ensemble paisiblement des positions communes et s'accordent sur une politique commune, c'est un acquis de civilisation qu'il ne faut pas sous-estimer.

Tout cela, notre propre histoire funeste nous l'a enseigné. Mais nous le savons aussi quand nous portons notre regard sur le monde actuel. La guerre, la brutalité terroriste et les guerres civiles règnent dans tant de régions du monde. Des millions de personnes souffrent de la violence et de la terreur. Autant sont en fuite. Des convictions politiques, nationalistes ou religieuses continuent d'être instrumentalisées afin de servir de justification à la violence et au meurtre. L'extrémisme et le fanatisme propagent toujours la peur et la crainte. Et une fois de plus, le droit international est bafoué dans une région et, dans d'autres régions du monde, le droit de la guerre ou la violence disproportionnée sont employés dans des conflits.

Nous, les représentants de tant de pays, ne sommes pas simplement unis aujourd'hui dans la mémoire mais aussi comme témoins de la plus grande réussite politique, culturelle et morale de la vieille Europe : la paix et la réconciliation sont possibles. Notre continent hier en proie à une inimitié héréditaire et à des guerres sans cesse nouvelles est devenu un continent de paix. En tant que témoins, nous devrions également nous rappeler que nous devons assumer ensemble notre responsabilité à l'égard du monde. Nous ne pouvons rester indifférents aux violations des droits de l'homme, aux menaces ou à l'exercice de la violence. Nous devons nous engager activement en faveur de la liberté et du droit, des lumières, de la tolérance, de la justice et de l'humanité.

Cet engagement n'est pas seulement affaire de discours. Il doit se concrétiser dans des actions au quotidien. Cet engagement et ces actions, nous sommes en droit de les attendre et de les exiger des responsables politiques mais il nous incombe d'en prendre notre part.

Dans les pages qui suivent, vous lirez l'interview passionnante d'Isabelle Lenarduzzi, qui milite activement et s'engage pour promouvoir l'égalité entre hommes et femmes dans les milieux professionnels. Une action qui nous renvoie à la lutte des femmes de la FN, évoquée dans une exposition dont nous vous avons proposé la visite il y a quelques mois. Et puis, à ne pas manquer, à la Cité Miroir à Liège, l'exposition *Zoos humains. L'invention du sauvage* qui veut décrypter les origines des discriminations et des mécanismes de construction des stéréotypes... un travail salutaire et indispensable en 2016...

✍ Philippe Plumet
Président de l'AEDE-el

² https://www.bundesregierung.de/Content/FR/Artikel/2014/08_fr/2014-08-06-gauck-gedenken-fr.html

La rentrée des jeunes politiques

En ce mois de septembre, nous avons voulu connaître l'opinion que portaient sur l'UE quelques jeunes qui ont quitté les bancs de l'école naguère et se sont engagés dans la politique. Ils y ont, pensons-nous, gardé encore leur enthousiasme.

En tout cas, tels nous sont-ils apparus dans la série d'été de La Libre à laquelle ils ont participé. Deux autres (PS-Ecolo) suivront dans le numéro de décembre.



Sophie Rohony,
attachée parlementaire à la
Chambre, présidente du comité
permanent Défi pour la
périphérie,
de Rhodes Saint-Genèse



Christophe de Beukelaer
Echevin (Petite Enfance -
Crèches - Jeunesse ...) à
Woluwe Saint-Pierre
cdH



Aymeric de Lamotte
Conseiller Communal
à Woluwe Saint-Pierre
MR

1. Quelle expérience personnelle avez-vous de l'UE ? Erasmus, Comenius, travail autour de dossiers européens avec votre parti, participation à des travaux dans les structures européennes... ? Et quels sentiments en tirez-vous ?

SR Je me sens profondément européenne. C'est sans doute lié à mes origines hongroises, mais pas uniquement.

En dernière année de mon cursus de droit à l'ULB, nous devions faire un choix: séjour Erasmus ou stage professionnel en Belgique. Les destinations Erasmus n'étant pas nombreuses, je n'ai pas pu profiter de l'expérience Erasmus que j'ai finalement vécue par procuration au gré de mes rencontres avec des étudiants Erasmus à Bruxelles.

J'ai également été membre d'ELSA (European Law Students Association) qui organisait des activités visant à associer les étudiants en droit de nombreuses facultés de l'UE.

Une fois mon diplôme en poche, je suis partie trois mois à Londres perfectionner mon anglais, décrocher l'IELTS et surtout découvrir une ville qui, par son cosmopolitisme, est en fait profondément européenne. J'ai donc vécu le Brexit comme un véritable choc, une décision qui enferme les Londoniens dans un avenir dont ils ne veulent pas.

Enfin, mon adhésion au parti DéFI s'explique entre autres par sa participation à l'acquis européen et à sa défense constante du fédéralisme européen. A l'heure où l'euroscpticisme est en recrudescence, en particulier dans mon pays d'origine, c'était fondamental pour moi de participer à cette défense de la construction européenne mais aussi de ses valeurs.

DeB L'Europe c'est tout d'abord

- la Paix. N'oublions jamais que l'Europe s'est construite sur les ruines d'un continent meurtri par des guerres dont peu de jeunes peuvent encore imaginer l'horreur. La difficile et lente construction européenne a ce mérite absolu d'avoir réconcilié les grandes puissances qui la composent. Mais plus que ça, c'est ce pacifisme viscéral qui

-
- lui permet d'être une force apaisante dans le reste du monde.
- La libre circulation des personnes. Nos parents ont connu les files aux frontières de nos pays voisins. Quiconque voulait entrer ou sortir du pays devait se faire fouiller ainsi que son véhicule. Quelle liberté aujourd'hui ! Des Erasmus aux expatriations, en passant par les voyages, cette liberté de circulation enrichi nos vies à tous points de vue.
 - La coopération. Télécommunications, échanges bancaires, signalisations, monnaie, aéroports, produits toxiques, etc. Les domaines sont nombreux dans lesquels la construction européenne facilite la vie des citoyens et tire notre qualité de vie vers le haut.

MdeL J'ai eu la chance d'accomplir un master en droit et économie à travers l'Europe qui proposait 3 destinations européennes en seulement un an. J'ai choisi Gand, Bologne et Varsovie où j'ai vécu chaque fois 3 mois. J'en tire des sentiments très positifs. J'aime énormément le vieux Continent et je suis particulièrement fier de la civilisation que partagent les Européens, qui tire ses origines dans la Grèce et la Rome antiques. J'ai particulièrement apprécié l'Italie avec son éblouissant patrimoine architectural et culturel.

2. En ce début d'année scolaire, que manque-t-il à l'Europe pour faire une bonne rentrée ? Que faut-il trouver de nouveau et que peut-on réutiliser, moyennant un relooking ou des compléments ?

SR Le projet européen ne pourra être poursuivi que par des Etats membres et des peuples habités par une même ambition. Les crises que nous traversons, comme la crise migratoire, ont été aggravées non pas à cause de l'Europe, mais à cause d'un manque d'Europe. Cette dernière doit, à court terme, pouvoir répondre aux problèmes concrets posés à nos populations : une politique d'investissements et de création d'emplois, les défis de l'environnement, de la mobilité durable, de la sécurité et de la migration.

Ce qui manque à l'Europe, c'est ce qui était sa force à ses débuts, c'est à dire une véritable union solidaire entre Etats. Aujourd'hui, l'Europe est devenue une Europe à la carte, avec des clauses d'exemption pour certains Etats membres pour la Charte des droits fondamentaux, des disparités favorisant le dumping social... Sur le plan économique, les Etats se livrent à une compétition mortifère alors que la logique commande de créer des règles communes pour que la concurrence joue non entre les Etats mais entre les opérateurs économiques

L'Union doit également se remettre en question en termes de démocratie représentative. La Commission en reste aujourd'hui beaucoup trop éloignée.

DeB J'aime beaucoup la devise « L'union est notre force, la diversité notre richesse ». L'union est notre force, c'est harmoniser certaines normes, coopérer dans toute une série de domaines, avoir une voix unique sur le plan international.

La diversité notre richesse, c'est le respect et la mise en valeur des particularités des pays et des régions qui composent l'Union. Ces identités locales se déclinent dans tous les aspects de la vie sociale, culturelle, économique et environnementale. Elles doivent être respectées et préservées.

L'Union Européenne ferait donc une bonne rentrée si elle assurait dans ses politiques un juste équilibre entre sa force et sa richesse.

MdeL Cependant, l'Europe que l'on identifie beaucoup aujourd'hui à l'Union européenne s'essouffle et peine à convaincre. Je pense que les Européens peinent à se retrouver dans cet amas de normes et de législations au sein duquel ils ont du mal à y trouver les valeurs qui les

unissent. Avez-vous par exemple déjà observé des billets d'euros ? Ce sont des ponts imaginaires. On a méthodiquement supprimé toute référence à notre patrimoine commun pour ne pas heurter les sensibilités nationales. Un autre exemple est le renoncement par l'ancien président français Giscard d'Estaing d'inscrire la référence à notre héritage grec dans le préambule la Constitution européenne mort-née et ensuite du traité de Lisbonne. Un exemple final est la politique sans fin d'élargissement de l'Union européenne alors que cet édifice est déjà très fragile. Quand on laisse miroiter l'adhésion de la Turquie dans l'Union, alors qu'elle n'a aucune vocation à l'intégrer tant d'un point de vue culturel que géographique, beaucoup d'Européens sont désespérés et cela ne les aide pas à croire dans le projet européen.

3. Que peut l'Ecole pour développer la citoyenneté européenne et le goût de l'Europe ?

SR Aujourd'hui, le goût de l'Europe s'est perdu, peut-être moins en Belgique en raison de la proximité des institutions européennes, mais il faut en tirer les leçons.

A l'école, l'Europe ne doit pas être enseignée comme une étape de l'histoire contemporaine mais comme une fédération à laquelle nous appartenons et qui façonne notre quotidien. L'on pourrait développer un "réflexe européen" chez nos enseignants qui reviendrait à pointer les acquis européens dans la vie quotidienne: médicament développé grâce à un fonds de recherche européen, monnaie unique simplifiant les séjours à l'étranger, activités culturelles subsidiées par l'UE, fruits de la cantine scolaire qui ne comportent pas d'OGM grâce à la réglementation européenne, prix des SMS identique partout en Europe, etc.

L'école pourrait également devenir un lieu d'échanges entre les écoliers de tous les Etats membres, profitant des voyages scolaires pour déconstruire les clichés sur d'autres pays.

Une attention pourrait également davantage être accordée aux médias européens, comme Euronews, ce qui permettrait aux étudiants d'avoir une vision d'ensemble sur l'Europe, et d'avoir ainsi une approche de l'Europe comme une fédération qui va finalement de soi.

Les enjeux citoyens sont aujourd'hui trop centrés sur le national, alors qu'une partie non négligeable de notre législation découle de la législation européenne. Ainsi, de la même manière que des débats ont parfois lieu à l'école sur certaines problématiques, ces débats devraient s'ouvrir sur les problématiques traitées au niveau européen et ainsi voir émerger un véritable espace de débat démocratique spécifiquement européen.

Une carte d'identité européenne permettrait enfin de donner un corps à la notion de citoyenneté européenne.

DeB Je pense que l'Ecole peut travailler sur plusieurs axes :

- Les langues. Pour profiter de la richesse évoquée, il est capital que nos jeunes puissent dialoguer dans plusieurs langues.
- L'Histoire. Se familiariser avec l'Histoire de notre continent permet de mieux comprendre le sens et l'importance des institutions européennes.
- La démocratie participative. Les systèmes de délégués de classe, la participation des élèves dans certains choix de leur école, etc, permet aux jeunes de s'intéresser et d'acquérir les outils pour comprendre nos institutions démocratiques.

MdL Je pense que l'Ecole peut jouer un rôle déterminant dans la construction de ce goût européen en palliant les manquements de l'Union européenne en matière de transmission patrimoniale et culturelle. Je me souviens que mon premier cours sur l'Europe avait été une explication du fonctionnement de nos institutions. C'était une erreur. Il aurait fallu évoquer le fonctionnement de la démocratie athénienne dont nous sommes si fiers, nous expliquer le contenu de nos Constitutions, garantes de la souveraineté des peuples, enfantées par les révolutions, du code civil napoléonien qui s'est répandu à travers l'Europe et façonne encore

notre droit actuel, de nos courants littéraires et artistiques qui créent de solides ponts entre les nations européennes. Faire aimer l'Europe à nos enfants c'est d'abord leur faire aimer ce que l'Europe a de plus porteur : sa culture et les valeurs tellement humaines et universelles qu'elle véhicule.

4. Enfin dans la ligne de la série d'été de La Libre à laquelle vous avez participé, dans 30 ans, l'Europe, c'est quoi et vous y faites quoi ?

SR En 2046, je pense que l'Europe aura fait le choix d'un approfondissement de son Union plutôt que celui de son élargissement. Ce sera le choix de la construction d'une communauté économique et sociale, mais aussi politique, qui reposera sur des valeurs partagées et sera dotée des outils pour peser sur la scène mondiale.

L'Europe, ce sera aussi une puissance dotée de vrais moyens à même de contraindre les Etats défaillants à respecter l'Etat de droit, c'est-à-dire les traités européens mais aussi les décisions de justice européenne. L'UE aura également généralisé les clauses relatives aux droits de l'homme dans tous ses accords commerciaux.

De mon côté, je veillerai toujours à la défense de l'acquis européen chez DÉFI et aurai, je l'espère, créé des ponts entre les jeunes européens par le développement, au niveau communal, de jumelages et programmes d'échanges.

DeB S'il y a une chose dont je rêve pour l'Europe en tant qu'homme politique, c'est d'avoir une circonscription électorale unique sur tout le territoire européen. On aurait ainsi des députés élus sur base de leur travail pour l'ensemble de l'Union et qui auront l'obligation de se défaire de leurs intérêts nationaux. Ce parlement serait doté d'un vrai pouvoir de proposition et de contrôle de la Commission.

Par ailleurs, je rêve d'une autonomie financière pour l'Union Européenne avec la perception d'un impôt direct sans passer par les pays. C'est une des manières d'arriver à cette indépendance par rapport aux états membres.

MdeL Je plaide pour une Europe de demain plus démocratique et cohérente. Nous ne devons pas commettre l'erreur de vouloir une Europe fédérale à tout prix au risque de nous mettre les peuples à dos. En plus de la reconnaissance de notre culture commune, je plaide pour l'introduction d'un nouveau traité contenant les piliers suivants :

1. L'application effective du principe de subsidiarité. Ne conserver qu'un bloc de compétences européennes ;
2. Tous les actes d'exécution de la Commission européenne (appliquant les directives) doivent être approuvés par le parlement européen ;
3. Gouvernement économique de la zone euro/FMI européen. Nous devons être une puissance indépendante ;
4. Stopper le processus d'élargissement de l'Europe. La Turquie n'a évidemment pas sa place dans l'Union ;
5. Mettre en œuvre un Schengen 2 qui fera mieux respecter les frontières de l'Europe.

REGARDS SUR L'EUROPE N° 16

Isabelle Lenarduzzi : nous les femmes



Nous avons rencontré, le 9 septembre dernier, **Isabella Lenarduzzi** chez son père, Domenico, directeur honoraire de la Direction de l'UE qu'on appelait DG 22 et qui traitait des questions d'enseignement au sein de l'UE. C'est à lui qu'on doit, entre autres et heureusement, les programmes bien connus Socrates, Comenius, et bien sûr Erasmus. Il est resté un grand ami de notre section AEDE, qui lui doit beaucoup.

Nous avons proposé à Isabella de s'exprimer librement sur le thème : *qu'est-ce que l'UE n'a pas fait et devrait faire en matière de respect de l'égalité des droits de femmes ?*

« Je suis une entrepreneuse sociale », c'est-à-dire ?

C'est quelqu'un qui a pour objectif d'œuvrer pour améliorer le monde, que ce soit dans l'environnement, dans l'aide aux personnes, dans les changements profonds de société, et je fais cela depuis trente ans ; j'avais des projets, je voyais des besoins, et je me suis inventée chef de projets et automatiquement ce chef de projets devenait, par la force des choses, entrepreneuse parce qu'il fallait trouver des sous, parce que j'ai de l'ambition pour mes projets, et donc être entrepreneuse sociale, c'est créer une entreprise qui n'a pas comme objectif le profit mais le **changement sociétal** ; *si on fait des choses, tant mieux parce que c'est réinvesti pour avoir encore plus d'impact*, le moteur ce n'est pas l'argent, c'est l'impact qu'on peut avoir sur la société.

Quand j'ai commencé il y a plus de trente ans, on ne parlait pas de ce genre de choses, on ne parlait même pas de responsabilité sociétale des entreprises et c'était très très clivé. C'est encore un peu clivé aujourd'hui, mais à l'époque ce l'était beaucoup plus, entre ceux qui faisaient du social, de l'associatif, et ceux qui faisaient du business, et moi j'ai toujours été quelque part entre les deux, ni reconnue par les uns, ni reconnue par les autres. C'est ça mon karma, et heureusement est arrivé ce mot «entrepreneur social», qui m'a valu d'être une des dix *Ashoka fellow* - Ashoka étant le label le plus prestigieux au niveau entrepreneuriat social. C'est formidable parce que ça change beaucoup de choses, parce que du coup je suis en réseau avec d'autres personnes qui pensent comme moi, qui agissent comme moi, et des entreprises comme Rotschild et comme Accenture, comme des gros cabinets d'avocats, qui se mettent à disposition gratuitement d'entrepreneurs comme moi parce qu'ils pensent, comme on a de l'impact, que ça vaut la peine de nous donner un coup de main.

Vous y êtes arrivée comment à cet entrepreneuriat social ?

Il n'y a pas de hasard, je suis la fille de mon père - j'ai travaillé d'abord dans l'éducation en organisant le *salon de l'étudiant*, devenu le *salon européen de l'étudiant*, avant cela c'était le *magazine de l'étudiant*, qui fut le premier magazine, né sur le campus universitaire de l'UCL, qui a été distribué à l'ULB. Si je me rappelle bien, c'était un scandale à l'époque parce qu'il n'y avait aucune mobilité, et en premier chef entre les universités belges, et c'était même scandaleux car on portait une espèce d'empreinte – libre penseur ou catho. Mon associé et moi n'avions pas grandi dans un système belge, on trouvait dès lors ce clivage complètement ridicule, et comme dit Einstein – ou quelqu'un d'autre ? *On ne savait pas que c'était impossible et donc on la fait*. C'était vraiment ça puisqu'on pensait que c'était totalement naturel et on s'est vraiment étonné de la réaction extrêmement forte de tous les pouvoirs éducatifs.

Ensuite, on a fait encore pire en créant un magazine néerlandophone alors qu'on était une bande de francophones. Ce magazine a finalement été distribué dans tous les campus, en librairie et puis a généré le salon de l'étudiant et puis j'ai vendu cette activité-là à une multinationale, et j'ai bien senti que malheureusement la multinationale n'allait pas pouvoir y mettre l'âme que j'y ai mise. Je suis partie dès que j'ai pu et j'ai décidé de suivre en Italie le père de mon enfant qui venait juste de naître

Je me suis encore occupée de l'éducation, puisque j'étais conseillère du ministre pour l'autonomie scolaire et formatrice auprès d'enseignants pour tout ce qui était la dimension européenne de l'enseignement, comment on pouvait obtenir des fonds européens etc. etc. Et puis j'ai été directrice de la Cité des Sciences à Naples. Mais j'ai dû quitter le pays suite à de gros problèmes dans ma vie privée mais aussi à cause de mon statut de femme, mère, entrepreneuse, qui avait beaucoup d'ambition. A partir du moment où je n'avais pas le soutien de mon mari pour pouvoir supporter ce poids-là, le poids de ce patriarcat, me battre dans cet environnement-là et dans ma vie privée, c'était vraiment trop difficile. Alors j'ai préféré offrir un autre avenir à mes enfants et les ramener à Bruxelles. Ils ont été à l'école européenne où j'avais eu la grande chance d'aller. Et même si a priori ils n'avaient pas le droit d'y être, j'ai quand même réussi.

Et de retour en Belgique, quels autres projets avez-vous développés ?

Plein de choses ! Par exemple, à Naples, à la *Cité des sciences* j'avais fait comme à la Cité des sciences à Paris, j'avais construit une *Cité des métiers*, que je trouvais vraiment formidable : c'était un peu le salon de l'étudiant en fait, sauf que là c'était permanent. C'était pour quelqu'un qui avait un besoin de formation, d'éducation ou d'emploi, arriver dans un endroit où tout était fait pour qu'il soit le plus autonome possible, rencontrer des interlocuteurs qui étaient là pour lui répondre **mais sans étiquette**. Ce n'était pas : « non il ne faut pas me parler à moi, parce que moi je suis de telle organisation », car l'organisation en Belgique est tellement complexe et tellement clivée entre la formation professionnelle, la recherche d'emploi, la mise à l'emploi organisées chaque fois par des organismes différents.

Quel est le commun des mortels qui n'est pas dans ce milieu-là, qui peut comprendre cette complexité? J'ai fait une étude de faisabilité pour faire ça à Bruxelles, mais il n'y avait pas de collaboration entre les structures - Orbem, Forem, Bruxelles Formation - donc ce n'était pas possible de le lancer et j'ai laissé la patate chaude aux politiques, qui maintenant sont en train de faire une version certes édulcorée, mais une version quand même, de la Cité des métiers. Comme quoi après 15 ans il y a toujours l'espoir !

Puis j'ai fait l'*European business summit* qui est un peu le Davos européen, enfin qui était, malheureusement il n'est plus que l'ombre de lui-même ; j'ai fait ça pour la FEB et pour l'association des employeurs européens qui s'appelle business Europe. Puis, avec la Chambre de Commerce, j'ai créé un concept de rencontre entre les employeurs et les chômeurs, les demandeurs d'emploi, à Bruxelles, qui s'appelait et qui s'appelle toujours les *Brussel job days* ; et en 5 ans on a mis plus de six mille personnes à l'emploi, car on faisait beaucoup d'événements, des événements par secteur, et ça a vraiment super bien fonctionné.

Ensuite, j'ai fait ça au niveau européen parce que j'ai un ami venu me voir lors de l'année européenne de la mobilité des travailleurs et qui a trouvé que c'était absolument incroyable le nombre de gens qui venaient à Bruxelles pour trouver un emploi à dimension européenne. Alors il m'a dit : « je te promets l'année prochaine qu'on le fait au Berlaumont » ; « tu es fou, jamais on n'y arrivera », lui aussi il ne savait pas que c'était impossible, donc on l'a fait. Ça a été très difficile mais on l'a fait quand même, et puis on a fait ça jusqu'en 2012, jusqu'au moment où la Commission a décrété qu'elle n'était pas là pour agir mais pour penser et faire de la politique, ce qui est une énorme bêtise, ce qui amène au Brexit, mais bon voilà, c'est vraiment terrible !

Les limites qu'on pose aux femmes ?

Et donc en même temps, étant donné l'expérience que j'avais eue dans ma vie professionnelle en Italie du sud avec mon mari et comme j'avais vécu dans ma chair les limites qu'on pose aux femmes, et que je trouvais ça totalement aberrant, j'étais sensibilisée à ce que je voyais autour de moi : je voyais que mes amies ou mes connaissances étaient toujours les premières à faire des sacrifices dans leurs ambitions professionnelles (quand on parle d'ambition professionnelle, on parle de développement personnel) et que c'étaient toujours les premières à le faire sans même se poser la question, ça paraissait tellement naturel, je me suis dit que ce n'était pas normal et qu'il était grand temps que je fasse quelque chose en faveur de l'autonomie des femmes. Alors j'ai lancé **JUMP**, qui n'était au départ qu'un événement, où je voulais avoir le plus de participantes possible. Mais malheureusement j'ai dépensé beaucoup d'énergie, je n'ai jamais été soutenue par les pouvoirs publics, et j'ai dû me rendre à l'évidence que si je ne le rendais pas plus business, c'est-à-dire utile aux entreprises, et donc payable par les entreprises, j'allais tout simplement arrêter.

Alors j'ai revu le concept : c'était toujours en faveur de l'autonomie des femmes mais cette fois-ci tourné vers les entreprises. Elles achetaient les places pour pouvoir donner un coup de boost à ces femmes, les remercier de leur engagement, et, de plus en plus, avoir des chefs du personnel, des talent managers, etc., qui se préoccupent de la dimension hommes-femmes dans l'entreprise.

En fait, quand j'ai commencé **JUMP** au départ, je n'étais pas très claire avec la situation des femmes dans l'économie et dans les entreprises, mais les entreprises non plus. Quand j'allais présenter mon concept, elles me disaient : « où est le problème, chez nous il y a plein de femmes ». OK, mais où sont-elles ? Déjà à l'époque j'arrivais avec un tout petit peu de connaissances en disant : elles se retrouvent dans certains métiers, à certains niveaux hiérarchiques et elles ne se retrouvent pas partout, et donc vous perdez des talents.

60% des universitaires sont des femmes

Et puis cette connaissance s'est affinée chez moi et je me suis rendu compte qu'on avait un véritable problème, puisqu'on a 60 % des diplômés universitaires qui sont des femmes et que l'écart avec les qualifications des hommes ne fait qu'augmenter. Ça veut dire que les femmes progressent et que les hommes reculent. Et à partir du moment où on a 60% des diplômés universitaires mais qu'on n'a plus que 10 % dans les comités de direction, c'est une gabegie incroyable. C'est incohérent ! On parle tellement de retour sur investissement quand il s'agit du financier, mais quand il s'agit de talent, c'est tout aussi important ; et on est dans une société où finalement maintenant, ce n'est plus tellement le capital financier qu'on a qui est important, c'est le capital humain, c'est la motivation des gens qui travaillent avec nous, c'est vraiment leur implication, leur compétence, c'est ça qui fait toute la différence désormais dans les entreprises. Peu à peu a émergé une demande pour qu'existe quelque chose qui aiderait les entreprises à mieux comprendre comment on devient une entreprise bilingue. Plus bilingue français-néerlandais mais bilingue hommes-femmes pour que les femmes se sentent suffisamment bien, puissent continuer leur carrière dans l'entreprise, puissent rester et progresser.

Et c'est comme ça que **JUMP** a pu perdurer, avec son événement le **FORUM JUMP**, avec son portail web et sa newsletter qui maintenant est envoyée à un peu plus de 200 000 personnes en Europe ; et puis on a construit aussi la **JUMP ACADEMY** pour amener des formations en entreprise auprès de gestionnaires de ressources humaines, auprès de femmes. Maintenant on a lancé des formations pour les hommes, rien que pour les hommes. Donc on a plein de services qui aident les entreprises à mieux prendre en compte, à mieux comprendre ce phénomène et **avoir un plan d'égalité performant**. On travaille aussi bien sûr avec les femmes elles-mêmes, car c'est important de pouvoir leur faire prendre conscience du jeu dans lequel elles sont, de leur donner les outils pour qu'elles fassent les choix qui leur conviennent à elles, si elles se rendent compte que leur entreprise est tellement peu inclusive, tellement peu respectueuse des femmes, ne veulent pas s'adapter, il faut qu'elle puissent faire ce constat-là et qu'elles choisissent peut-être de partir, d'aller ailleurs – comme elles veulent.

Je viens de dire la dimension de ce que j'ai compris, de ce que je faisais --- je commence à comprendre ce que je fais. J'ai parlé d'un problème de retour d'investissement dans les entreprises, de performance dans les entreprises : la mixité, la diversité amènent plus de performances, de la performance financière mais aussi de la performance dans d'autres sphères comme la relation clients, garder les clients, avoir de meilleurs produits etc. Et ça, c'est toute une autre dimension, qui est une dimension macroéconomique.

Travail et famille ?

On se rend compte que les pays qui donnent la possibilité aux femmes d'être mères tout en restant actives, voire très actives sur le marché du travail – d'avoir une véritable carrière – ces pays-là non seulement parviennent à garder les femmes sur le marché du travail, mais ils ont aussi un taux de natalité plus important. Dans les pays où c'est beaucoup plus compliqué d'être mère et d'avoir de l'ambition, tous ces pays-là perdent les femmes au travail et ont un taux de natalité très inférieur.

Deux exemples, les pays nordiques et la France (la Belgique est en train de suivre cet exemple-là) : plus une femme travaille, plus elle fait des enfants. Par contre, en Allemagne, en Italie, en Espagne, je ne parle même pas de la Grèce ou des pays de l'Est, là par contre il faut vraiment choisir : parce que c'est très mal vu, parce qu'il y a très peu de structures d'accueil accessibles, parce que rien ou presque rien n'est fait dans les entreprises pour promouvoir une parentalité active, également du côté des pères. Toute la charge repose sur les épaules des mères et donc que font-elles ? Elles commencent à travailler assez tard puisqu'elles vont énormément à l'université, elles veulent d'abord faire carrière et puis seulement elles vont faire un enfant, mais elles le font très tard, et quand elles le font tard, et qu'il y a une telle pression sur ce qu'on appelle l' « hyper-maternité », c'est-à-dire « on ne peut pas acheter

des petits pots, il faut faire à manger, il faut être là pour l'heure du bain, il faut suivre les devoirs, il faut il faut il faut », pour être une bonne mère, du coup cela devient tellement lourd qu'elles ne peuvent pas faire les deux et donc elles abandonnent leur boulot ou elles le réduisent énormément et en même temps elles ne font qu'un gamin maximum deux ; c'est alors un drame macro-économique pour ces pays-là.

AEDE : La situation de la France n'est-elle pas le résultat d'une politique nataliste voulue par les gouvernements, nettement dans les années soixante, septante ?

IL Je pense à une politique fiscale où tu peux déduire de tes impôts une personne que tu payes, qui est au service de ta famille, qui va chercher tes enfants, qui va leur faire à manger... ça, évidemment, ça aide énormément, tu n'es pas obligée de courir parce que tu as la crèche qui va fermer ou la garderie à l'école, tu as toujours plus de mal à garder tes enfants dans une garderie que de savoir qu'il y a quelqu'un qui va les chercher à l'école et qui les ramène chez toi.

Politique nataliste peut-être ! En attendant, les femmes, elles, bossent en France.

AEDE : La déduction fiscale pour l'emploi des personnes fait partie de toute une série de mesures prises par les gouvernements français, et sur un long terme, parce que ça plonge loin dans l'histoire, parce qu'il fallait repeupler la France, combler des classes creuses...

IL : Oui mais regardons l'Allemagne, par exemple, qui peut donner jusqu'à 1700 euros par mois à la personne qui reste à la maison pour s'occuper des enfants. Et qu'est-ce qui se passe ? Et c'est la femme qui «naturellement » va le faire. Qu'est-ce qui se passe, c'est qu'elle quitte son emploi. Cela n'a pas eu d'impact sur la natalité et cela enlève des talents dans les entreprises

AEDE : Cela exonère le gouvernement allemand de créer des structures d'accueil, des crèches, qu'on a en Belgique et en France

IL Voilà, voilà !

AEDE : La fécondité est très bonne en France

IL Et elle est très bonne en Belgique aussi

AEDE : Ceci n'est pas une affirmation, mais une réflexion, une piste à explorer : Est-ce qu'il n'y a pas des dimensions culturelles aussi ? La France doit avoir une autre conception de la femme qui travaille, conceptions culturelles, religieuses ou philosophiques. Ce n'est pas une affirmation, c'est une question : est-ce qu'il ne faudrait pas creuser pour voir s'il n'y a pas des éléments d'explication à ce niveau, mais les résultats sont là...

IL : En fait on s'en fout de ça. Moi ce qui m'intéresse, c'est comment on peut changer cela. Du moment que c'est quelque chose de bénéfique pour les individus, pour la collectivité, comment est-ce qu'on fait pour changer la mentalité ? En Espagne par exemple, tu ne pars pas du bureau avant 20h00, tu as eu trois heures de pause à midi, tu commences à dîner à 22h00 : comment tu fais avec tes gamins, ce n'est pas possible ! Tu as beau me dire c'est culturel, je m'en tape, parce que ça rend un peu malheureux tout le monde. C'est d'une inefficacité terrible. Autant s'adapter, tout le monde peut s'adapter.

AEDE : Que doit faire l'UE ?

IL : **Sans législation il ne peut y avoir d'avancées dans l'égalité.**

L'Allemagne fait à présent d'énormes efforts, même Angela Merkel a fait voter une loi sur les quotas, alors qu'elle y avait toujours été opposée, mais elle a compris que sans législation il ne pouvait y avoir d'avancées dans l'égalité. L'égalité ne peut pas avancer malheureusement sans loi coercitive, mais ce n'est pas parce que tu fais une loi qu'automatiquement tu as plus d'égalité ; donc la loi est fondamentale, et là est le rôle de l'Europe, au niveau des directives. Quand tu vois la Commissaire Viviane Reding qui s'est battue (elle a dit « la bataille la plus dure de toute ma vie », celle sur les quotas de genre dans les conseils d'administration des grandes entreprises), elle s'est fait vraiment massacrer par la presse, les lobbies, les employeurs, etc, parce qu'elle osait vouloir ça dans une directive européenne – elle voulait 40 % d'un genre ou d'un autre dans les conseils d'administration, ce qui a été fait en Norvège depuis déjà 2002 et qui porte véritablement ses fruits. Elle a voulu faire ça mais le résultat des courses depuis le changement de la nouvelle Commission, il n'y a plus rien qui passe.

Donc le Parlement est en faveur, la Commission l'a présenté et le Conseil refuse. La nouvelle Commission n'a pas pris ça du tout comme étant une priorité, au contraire, la nouvelle Commission a reculé sur tous les sujets de genre, tous. Il y avait un très beau texte énormément travaillé sur le congé

de maternité à 14 semaines pour les femmes et deux semaines pour les hommes, ça n'est pas passé au Parlement et ça n'a pas été représenté par la Commission.

Donc il n'y a plus de dynamique porteuse en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes ; c'est vrai que des pays de l'Est, en particulier la Pologne, pays très conservateurs, empêchent toute avancée. D'un côté on a un pays comme la Grande-Bretagne, et puis d'autres qui lui emboîtent le pas comme la Hongrie, la Tchéquie etc, des pays qui refusent toute avancée sociale, toute réglementation des entreprises, ce qui empêche l'égalité d'avancer, et de l'autre côté on a du traditionalisme, de l'archaïsme, sur par exemple, le droit de reproduction et des tas de choses comme ça, qui sont encore plus sensibles, où on a les Polonais et quelques autres qui malheureusement empêchent de faire avancer ces projets de loi ; et malheureusement la Commission n'est pas du tout sensible à ça.

Il y avait un magnifique master plan de cinq ans pour l'égalité qui, je pense, s'est terminé en 2015, depuis il y a des recommandations, il n'y a plus la force de la Commission, malheureusement. Je pense qu'effectivement l'Europe a un vrai rôle à jouer. Elle le joue beaucoup moins qu'il y a ne fut-ce que deux ou trois ans.

AEDE : Comment faire bouger l'UE ?

IL : C'est très compliqué. Je pense que d'abord ce sont des mouvements comme le mien, en distillant des informations dans la société, en faisant naître des débats. Par exemple cette semaine j'ai été interviewée dans tous les médias français, (j'espère que les médias belges vont commencer à reprendre ça) parce que la ministre française de l'égalité a lancé une campagne contre le sexisme. Je suis vraiment ravie car l'enquête que je viens de mener démontre que les hommes comme les femmes perçoivent le sexisme comme beaucoup moins grave que le racisme, l'islamophobie, l'antisémitisme, ou l'homophobie, etc. C'est grave.

Voici un bel exemple

Un jour je suis allée au JT de 13 heures pour un 8 mars (journée internationale des droits des femmes). La journaliste m'accueille en me disant « on va visionner ensemble un reportage et je vous demande de réagir ». Le reportage était : on interroge un avocat du sud de la France, à l'occasion du 8 mars sur le perron du Palais de Justice ; on lui a demandé « et vous qu'est-ce que vous pensez du 8 mars », et il a répondu « je pense que les femmes peuvent faire carrière, mais elles sont mieux à la maison, c'est important qu'elles aient cette possibilité-là, il ne peut pas y avoir de la place pour tout le monde ». En retournant en studio elle m'a demandé ma réaction et j'ai dit : « maintenant vous remplacez le mot femme par le mot noir, est-ce que vous pensez que ce type serait encore en place deux heures après son interview ? Non. » Par contre ça fait juste un peu anecdotique, les mouvements féministes vont essayer de le massacrer mais ça va rester dans un petit microcosme, on ne va plus en parler mais s'il avait dit juifs, s'il avait dit noirs, sa carrière était terminée. Pourquoi est-ce qu'on peut dire ça des femmes ? Pourquoi ? Le sexisme est surtout terrible, discriminant, infériorisant pour les femmes, mais il l'est aussi certaines fois pour les hommes. Surtout dans la sphère privée, quand on dit « évidemment tu as été faire les courses, mais comme d'habitude, il manque quelque chose, tu n'es pas capable de faire les courses complètes ; laisse-moi faire, le linge du bébé, tu ne mets pas bien les scratches », enfin des trucs comme ça, c'est aussi sexisme.

AEDE : En matière de sexisme à propos des clichés, est-ce que légiférer est possible ?

IL : Bien sûr, on a parlé tout à l'heure des livres scolaires, ça commence là, et c'est aussi dans l'espace public, c'est aussi dans les toilettes ; j'ai un ami qui est responsable de la diversité dans une grande entreprise, qui m'a dit : « tous ces architectes qui font le même nombre de m² pour les filles que pour les garçons devraient être pendus par les ... ». Mais ce n'est pas un débat qui existe, on s'en fout ; dans l'espace public, il y a des pissotières, comment on fait nous ? On est obligées d'aller consommer quelque part pour pouvoir aller aux toilettes, c'est scandaleux.

L'éclairage public pour rendre les endroits sécurisés : c'est sur ces premières choses-là qu'on fait de l'épargne. Globalement des hommes ou des femmes qui n'ont pas de conscience de ces choses-là en décident et ne se rendent pas compte que c'est véritablement discriminant.

Par exemple, une femme qui stationne dans un espace public est une pute, une femme doit toujours être en mouvement, doit toujours avoir un but pour être dans l'espace public. Je viens de traverser les quartiers Forest Anderlecht Molenbeek pour arriver ici, on était scotchées par le nombre d'Africains. Il n'y avait quasiment pas de femmes, mais eux faisaient des palabres à l'africaine, ils étaient dehors. Des femmes comme ça, tout de suite elles sont klaxonnées, « tu prends combien », et ça c'est un discours qui n'est pas encore du tout actif dans la société. Mais on va y arriver.

AEDE : Est-ce que la loi peut changer ça ?

IL : Évidemment parce que par exemple le sexisme en rue, grâce au film de Sophie Peeters, où elle a montré qu'elle était tout le temps houspillée en rue, voire pire insultée en rue, alors qu'elle a simplement une jupe aux genoux et des bottes, ça a vraiment aidé à faire prendre conscience que les femmes devaient tout le temps faire attention à ce qu'elles portaient, à quelle heure elles sortaient et où elles sortaient. Et quel est le chemin qu'on va faire. Ma fille m'a dit un jour : « non maman je ne prends pas le métro ici » – « pourquoi ? » – « je ne me sens pas à l'aise dans le métro ». Et là, ça m'a frappée en pleine figure car jamais je ne me suis empêchée de prendre le métro et ma fille est aussi courageuse que moi. Effectivement ça a changé, le regard a changé, c'est beaucoup moins bien que quand moi j'avais son âge. Ce n'est juste pas tolérable, et maintenant on a une loi, la seule au monde, antisexisme en rue – on en fait ce qu'on veut, on peut dire que c'est nul, parce que ça ne marche pas, mais on l'a. Et quand on l'a, c'est le pouvoir politique qui dit au citoyen « ça ce n'est pas bien » et donc ça doit commencer par là. L'école doit absolument s'occuper des questions de genre, ce n'est pas parce que 80% des profs sont des femmes qu'automatiquement il n'y a pas de sexisme contre les femmes, pas du tout.

AEDE : Il faudrait donc que chaque pays de l'Union se hâte de transformer les directives dans la loi, s'il y en a.

IL : Il faudrait d'abord qu'il y ait des directives ou alors que, comme en Belgique, par rapport au sexisme, on prenne la décision de faire une loi. Tant pis pour l'Europe, on bypass l'Europe et on le fait. Elle est appliquée, car des femmes portent plainte, il n'y en a pas beaucoup car c'est très compliqué d'identifier ses agresseurs, c'est ma parole contre celle de x, la plupart du temps on ne les connaît pas, donc on dit quoi ? Qu'est-ce qu'on va dire aux flics en fait ? Mais par contre les flics ont été sensibilisés, donc quand ils sont là et qu'ils sont témoins, ils interviennent. Pas tous, mais de plus en plus. S'il n'y avait pas de loi, ils n'interviendraient pas ; ils sont garants de la loi, ils interviennent, du moins les quelques-uns qui sont compétents et conscients.

AEDE : Est-ce que l'appareil judiciaire poursuit ?

IL : Ce n'est pas grave, on peut toujours faire mieux. Il n'y a que 4% des violeurs qui sont condamnés. Et je ne parle que des viols pour lesquels on a porté plainte. C'est juste un scandale, c'est-à-dire que c'est comme un droit de violer. Mais en même temps c'est interdit de violer, c'est même interdit de violer sa propre épouse, car il y a plein de pays où le concept de viol conjugal n'existe pas.

AEDE : Pour qu'une loi soit efficace, il faut qu'on sache qu'il y aura des poursuites

IL : Il faut légiférer. Malheureusement personne n'aime ça, personne n'aime les punitions, les obligations, et certainement pas les entreprises. Sinon rien ne bouge.

AEDE : Mai 68, que pensais-tu à ce moment-là de : il est interdit d'interdire, à ce sujet-là ?

IL : Je suis désolée, il faut interdire ce qui est mauvais pour l'autre, sinon si on interdit d'interdire, c'est la loi du plus fort. Toutes les révolutions ne sont pas toutes égalitaires, elles sont souvent sexistes.



Interview de Benoit Guillaume et Philippe Plumet
(photo prise par Ralitza Photography,
au Forum JUMP de Lyon le 9 février 2016)

L'AEDE-EL & SES PARTENAIRES

Et l'Espéranto, c'en est où aujourd'hui ?

Sans doute une question qui brûle les lèvres de personnes qui entendent ou lisent le mot "espéranto", mais à laquelle moi-même je ne peux répondre en toute objectivité. En effet la communauté espérantiste est une sorte de diaspora dispersée dans des dizaines de pays sur tous les continents, et qui n'a que la langue comme point commun; chacun conserve sa langue, sa culture, sa personnalité et ses opinions, tout en respectant celles des autres.

La principale colonne vertébrale est actuellement l'UEA (*Universala Esperanto Asocio*) qui compte des sections nationales dans quelque 90 pays. Mais, si pour la Belgique la coupole est la "*Belga Esperanto-Federacio*", il existe aussi, pour des raisons de politique intérieure, une "*Flandra Esperanto-Ligo*", une "*Association pour l'Espéranto*" et un "*Esperantista Brusela Grupo*", ce qui n'empêche pas des activités communes. Parallèlement, il y a d'autres associations plus spécifiques comme l'ILEI pour les enseignants (*Internacia Ligo de Esperantistaj Instruistoj*) ou TEJO pour les jeunes (*Tutmonda Esperantista Junulara Organizo*).

Le principal défi actuel me semble être une adaptation au monde informatisé. Les foyers de l'espéranto étaient principalement les clubs locaux souvent trop repliés sur eux-mêmes, avec des réunions hebdomadaires, voire mensuelles. Actuellement de plus en plus de personnes s'en détournent pour étudier la langue et multiplier les contacts internationaux sur le web, surtout les jeunes qui donnent un bel exemple d'activité. Regroupés au sein de TEJO ces jeunes ont aussi leurs sections nationales, mais ils collaborent activement de plus en plus avec d'autres organismes internationaux. Chaque année TEJO organise un Congrès international de la jeunesse dans un pays différent : en 2015 à Wiesbaden, Allemagne; en 2016 à Wroclaw, Pologne; en 2017 à Aneho, Togo. L'association souhaite défendre la richesse culturelle issue de la diversité linguistique, les droits de l'Homme concernant les minorités linguistiques et l'intercompréhension mondiale par l'accès facile à des contacts internationaux.

Parmi les résultats obtenus par TEJO, signalons-le fait que, en 2015, des représentants ont été invités à participer à diverses activités internationales et à y faire une conférence. Citons entre autres le 9e Forum des Jeunes de l'UNESCO, oct. 2015, Paris; la 38e Conférence générale de l'UNESCO, nov. 2015, Paris; le 3e Forum mondial sur le développement économique local, oct. 2015, Turin, Italie; le 3e Forum de la Jeunesse d'Europe Centrale sur la Paix et l'Evolution, Belgrade, Serbie; la 3e réunion du Dialogue interpersonnel de haut niveau entre l'UE et la Chine (Bruxelles) à laquelle ont entre autres participé Tibor Navracsics, membre de la CE chargé de l'Education, la Culture, la Jeunesse et le Sport, ainsi que Liu Yandong, vice-Première ministre chinoise. A signaler aussi le fait que TEJO a été réélu dans l'organe plénier d'ICMYO / *Réunion internationale de Coordination des Organisations de Jeunesse*. Toutes les organisations d'ICMYO ont pour but d'intégrer pleinement les jeunes dans les débats et processus décisionnels à l'ONU et d'influencer les processus liés aux politiques mondiales de la jeunesse.

Un point assez important à signaler est le fait que, lors de la conférence de politique linguistique des pays du Groupe de Visegrad (V4) et des pays de l'UE qui partagent les mêmes opinions sur le thème "*Perspectives d'une communication dans l'UE*" (28-29 juillet 2016 à Nitra, Slovaquie (avec 3 langues de travail : anglais, slovaque, espéranto), un commissaire européen a, pour la première fois, utilisé l'espéranto lors d'un événement officiel; il s'agit de Vytenis Andriukaitis (LT), Commissaire européen à la Santé et à la Sécurité Alimentaire, qui a participé à la conférence comme orateur principal. Il a présenté son discours en espéranto et souligné que cette langue serait la mieux adaptée pour exprimer l'identité paneuropéenne des citoyens, tout en respectant toutes les identités.

Quant à Ján Figel' (SK), ex-Commissaire européen à l'Education, la Culture et le Multilinguisme (2004-2009), il a mentionné que, jusqu'à présent, les méthodes de l'enseignement des langues étrangères n'ont pas apporté les résultats escomptés; pour cela il recommande d'utiliser la valeur propédeutique de l'espéranto dans l'étude des langues étrangères et pour améliorer les relations interethniques, interculturelles et interreligieuses dans l'UE, l'Europe et le monde.

En ce qui concerne les activités avec l'espéranto comme langue de travail, elles se comptent chaque année par dizaines à travers le monde. Ainsi, entre le 1er septembre et le 31 décembre de cette année, près de 60 sont signalées sur le site <http://www.eventoj.hu> / *Internacia kalendaro* / en 2016 kaj poste !

✍ G.Pirlot

Inforef

On sait que depuis deux ans, Inforef, notre partenaire privilégié, a répondu à un appel à projets européen sur le harcèlement et collaboré avec diverses écoles pour le réaliser. Nous en avons parlé plusieurs fois dans la revue.

« **Sonet Bull** » visait à réduire ce harcèlement en faisant émerger et en diffusant de bonnes pratiques appliquées réellement en milieu scolaire, à rassembler des gens de terrain pour échanger sur ces pratiques et à les mettre en contact avec des spécialistes de ces questions. Mission accomplie ! En tout cas sur les moyens que devait mettre en œuvre Inforef. La suite appartient aux équipes éducatives.



Si l'essentiel du travail a été mené par un groupe précis et régulier, des outils sont disponibles pour tout qui le souhaite, sur la plate-forme <http://www.sonetbull-platform.eu/>

Par ailleurs les exposés de la conférence de clôture le 25 mai sont, eux, accessibles sur le site d'Inforef http://inforef.be/projets/sonet_bull/conference_2016.html

Nous en profitons pour relayer l'invitation au Colloque *Santé Mentale et Ecole*, organisé à Namur à la mi-octobre. Plusieurs questions retiendront l'attention : phobie scolaire et décrochage, TDAH et lien avec les assuétudes, enfin cyber harcèlement.



CONTACT ET INSCRIPTIONS

Réservation pour le 3 octobre au plus tard.

Plate-forme psychiatrique liégeoise

Jenny Gérard (secrétariat) - 04/344.43.86 - info@pfpl.be

En 2016-2017, Inforef se lance dans un nouveau projet européen, dont le sujet sera cette fois la citoyenneté, la lutte contre les discriminations et la gestion des classes multiculturelles

Vous trouverez ci-dessous sa présentation officielle.

Si vous êtes intéressés à devenir acteurs dans ce projet, contactez Inforef

Mail : info@inforef.be Tél: +32 / 4 221 04 65, Adresse rue du Vertbois 27 à 4000 Liège.

Projet : I Have Rights

Programme Erasmus+

Coopération pour l'innovation et l'échange de bonnes pratiques

Contexte

L'Europe de 2016 a besoin de réaffirmer les droits fondamentaux qui sont aujourd'hui remis en question par les politiques d'immigration et par la dichotomie entre les traditions

européennes et les nouveaux modèles culturels. De nombreuses sociétés européennes sont prêtes à « discriminer » pour se protéger des risques perçus comme étant liés à l'augmentation des flux migratoires.

Compte tenu du contexte actuel, l'enseignement apparaît de plus en plus comme un lieu crucial pour améliorer la compréhension sociale et la cohabitation harmonieuse dans cette société européenne renouvelée.

Objectifs

Le projet I Have Rights (IHR) a pour but de fournir **aux professeurs du secondaire** les compétences nécessaires pour gérer des classes multiculturelles où les valeurs européennes fondamentales soient comprises et partagées. Grâce au projet, les professeurs développeront des compétences interculturelles basées sur la connaissance et la compréhension des droits de l'homme, ainsi que sur les valeurs de non-discrimination, notamment en ce qui concerne l'immigration. Cela aura pour but de créer une politique éducative à même de promouvoir l'égalité au sein de la société européenne.

Groupes cibles

Les principaux groupes cibles du projet sont :

- Les élèves et enseignants du secondaire
- Les chefs d'établissements et le personnel administratif
- Les responsables politiques et les experts du domaine de l'éducation

Activités

Les activités du projet seront organisées de la manière suivante :

Phase 1 - Collecte et analyse d'études de cas et de bonnes pratiques

Cette phase sera consacrée à l'analyse scientifique de la situation actuelle des compétences interculturelles et de non-discrimination dans les établissements du secondaire. Le but est d'évaluer la perception des groupes cibles (élèves, professeurs, chefs d'établissements, personnel administratif, parents) sur les problématiques liées à la discrimination et à l'immigration.

Phase 2 - Elaboration de Guides

Cette phase sera dédiée à la création de Guides pour les professeurs du secondaire dans le but d'améliorer leurs compétences interculturelles et d'attirer l'attention sur les valeurs de non-discrimination à l'école. Ces Guides auront également pour but de contribuer au développement de politiques scolaires visant à combattre la discrimination et à promouvoir l'égalité, notamment en ce qui concerne l'encadrement des classes multiculturelles qui accueillent des élèves migrants et des réfugiés.

Phase 3 - Production d'une publication

Cette phase sera dédiée à la rédaction d'un livre de recherche qui rassemblera des documents de recherche réalisés par les partenaires pendant toute la durée du projet, et qui aura pour vocation de réfléchir sur les problèmes d'intégration et sur l'éducation interculturelle à l'école.

Phase 4 - Expérimentation

Chaque outil réalisé sera testé lors d'événements spécifiques adressés aux groupes cibles du projet. Cette phase expérimentale permettra de recueillir les commentaires des utilisateurs dans le but d'améliorer les outils du projet et de produire des résultats conformes aux besoins et aux attentes des utilisateurs visés par le projet.

Phase 5 - Formation et événements de dissémination

Les partenaires du projet organiseront des ateliers pour les professeurs et les chefs d'établissements, en utilisant des outils de l'éducation non formelle visant à développer les compétences interculturelles, ainsi que la sensibilisation et l'acquisition de connaissances sur le principe de non-discrimination, notamment en ce qui concerne les questions d'immigration. Un certain nombre d'événements seront organisés pour favoriser la

dissémination des résultats, de la méthodologie mise en place ainsi que des productions du projet IHR. Les personnes qui participeront à ces événements seront les enseignants, les chefs d'établissements, le personnel administratif, les experts dans le domaine des droits de l'homme et de la lutte contre les discriminations, les responsables politiques.

Résultats attendus

Grâce au projet IHR, les établissements se verront offrir :

- Une meilleure connaissance des compétences interculturelles des professeurs du secondaire afin de gérer l'environnement multiculturel au sein des salles de classe.
- Du côté des étudiants, une meilleure connaissance de leurs droits ainsi que des règles et valeurs de non-discrimination dans le contexte des droits de l'homme, avec une référence particulière aux questions de l'immigration et des réfugiés.

Les experts et les responsables politiques dans le domaine des droits de l'homme et de la lutte contre les discriminations se verront offrir :

- Une analyse transnationale comparative sur les bonnes pratiques existantes dans le domaine des compétences interculturelles des enseignants, avec une référence spécifique aux droits des enfants et aux valeurs de non-discrimination.
- Un aperçu de l'expérience méthodologique du projet qui pourrait mener à des études plus approfondies et à l'adoption de politiques pertinentes.

Les principaux résultats du projet seront :

- Une collection d'études de cas et de bonnes pratiques sur les compétences interculturelles à l'école.
- Des guides sur la maîtrise des classes multiculturelles pour les professeurs du secondaire.
- Une publication sur les stratégies d'intégration des élèves immigrants.

Brève



Un peu partout dans l'Europe des actions – hélas ponctuelles – ont marqué cette semaine de la mobilité : dimanche sans voiture, trajet organisé en vélo ou à pieds vers l'école, mise en piétonnier de certains circuits urbains, billet à prix réduit ou gratuit sur les transports en commun...

Pourtant, il reste difficile de trouver dans la classe européenne LE bon élève, celui qui a choisi un cap et s'y tient, malgré les embûches, les changements de gouvernement, les effets de la crise et le besoin de rentrée, que l'auto, souvent vache à lait, représente.

Doit-on ici comme souvent imputer la faute aux gouvernants ? A Bruxelles ? Evidemment que non ! Dans ce domaine encore plus qu'ailleurs, c'est nous, les usagers, les consommateurs, qui envoyons ou pas des messages forts vers nos élus et d'abord, qui leur montrons le bon exemple en laissant Titine au garage ou en ne réclamant pas de voiture de fonction...

L'Ecole a un rôle essentiel à jouer : des rangs accompagnés chez les petits, des cours pratiques de vélo en ville ou à la campagne pour les plus grands, des groupes cyclistes encadrés, des covoiturages planifiés, ... Les grands-parents ont tous été à l'école sans papa/maman taxi. Ils sont aussi des ressources pour rappeler que, à 7, 8 ans on peut faire « 4kms à pieds, même si ça use les souliers » ;-)

ON A LU, VU & SÉLECTIONNÉ POUR VOUS

Emission TV

Avenue de l'Europe, le retour des frontières ?

"De Lisbonne à Helsinki, un automobiliste pouvait traverser toute l'Europe sans sortir ses papiers d'identité, sauf à se rendre chez les cousins britanniques à l'insularité viscérale [...], dans les Balkans ou dans les pays de l'ex-URSS", rappelait Pierre Haski il y a un an, dans un papier de Rue89 intitulé "Le retour des frontières : la fin d'un rêve européen ?"

C'étaient les beaux jours de l'espace Schengen, quand on avait presque oublié le mot "frontière"... Depuis 1989 surtout, à Berlin comme ailleurs, leur effacement semblait aller tout naturellement dans le sens de l'histoire. En France, c'est toute une génération, celle des moins de 30 ans, qui n'a jamais eu à sortir son passeport ou sa carte d'identité pour voyager hors de l'Hexagone... "Nul n'a plus profité de l'espace Schengen que la génération Erasmus, écrit Courrier international. A elle de défendre ce fantastique espace de liberté."

L'espace Schengen, une parenthèse enchantée ?

Aujourd'hui, le rêve européen a du plomb dans l'aile, et les frontières n'en finissent pas de se fermer. Face à l'afflux de migrants, la Suède et le Danemark ont rétabli les contrôles ; l'Autriche s'est montrée inflexible face aux réfugiés d'Idomeni, en Grèce. Depuis les attentats de novembre 2015 à Paris, la douane franco-espagnole a repris du service sous couvert de lutte contre le terrorisme. Le Brexit aussi rebat les cartes... Un climat menaçant qui pousse les Vingt-Sept restants à se protéger. Mais un retour en arrière est-il possible ? L'Union européenne peut-elle vraiment fermer ses frontières internes ? "Avenue de l'Europe" est allé prendre la température en Espagne, en Turquie et à Gibraltar.

Ces trente années de libre circulation n'auront-elles été qu'une parenthèse enchantée dans une histoire chahutée ? L'Europe est le continent qui détient le record d'instabilité en matière de frontières. Pour revenir sur des siècles de turbulences, l'historien Benjamin Stora est l'invité de l'émission.

http://www.francetvinfo.fr/replay-magazine/france-3/avenue-de-l-europe/avenue-de-l-europe-le-mag-du-mercredi-14-septembre-2016_1814719.html

Diffusée le 14 septembre, à revoir sur le site [francetvinfo.fr/replay](http://www.francetvinfo.fr/replay)

Expositions

Aller à Paris pour mieux connaître l'art belge ?

Même dans le contexte post-attentats, la capitale française reste - et heureusement- un but de voyage scolaire pour les plus grands. Si généralement on n'évite pas les classiques Tour Eiffel / Notre-Dame/ Champs Elysées et Louvre, on peut quand même élargir l'horizon artistique en s'initiant aux arts Premiers dans le musée du Quai Branly (<http://www.quaibrantly.fr/>) ou en profitant du Centre Pompidou pour ... découvrir un peintre belge !



Celui-ci apporte en effet un éclairage nouveau et bien dans l'air du temps de René Magritte, notre grand surréaliste, en partant de l'inspiration qu'il trouva dans la philosophie. Car Magritte est bien plus qu'un bonhomme qui aime surprendre en mélangeant le jour et la nuit dans un même tableau. "La trahison des images", proposée du 21 septembre au 23 janvier 2017, rassemble aussi bien des œuvres incontournables que des dessins, des archives et des tableaux moins connus du grand public.

En s'appuyant sur le livre de Michel Foucault " Ceci n'est pas une pipe", paru en 1973, qui condensait des entretiens entre le philosophe et le peintre, et sur des déclarations de Magritte lui-même, l'exposition retrace le cheminement de l'artiste, depuis l'automatisme aléatoire qui lui imposait des configurations inattendues et insolites jusqu'à un tournant "raisonnant", résultat de recherches et de méthode.

Si le surréalisme qualifiait d'abord un mouvement littéraire, culturel, artistique du 20es, qui avait des représentants en France, en Espagne, en Scandinavie, en URSS, au Japon et, bien sûr, en Belgique, nous sommes les seuls parmi tous ces pays dont c'est devenu le principal attribut, pour désigner notre mode de vie, de pensée, de gouverner ...

Quand on a dit de nous ou quand nous disons nous-mêmes, c'est surréaliste, c'est (forcément) ... du belge !

Raison essentielle donc d'amener nos jeunes à comprendre de quoi on parle !

<https://www.centrepompidou.fr>

Quand on mettait des hommes en cage ...

De nombreux experts, lorsqu'ils essayent d'analyser les causes du terrorisme actuel, renvoient notamment au passé colonial, qui, disent-ils, a considérablement marqué l'inconscient collectif des peuples qui l'ont subie, appelant en quelque sorte à une vengeance tardive mais explosive.

Pour aider à entrer dans cette posture, il est nécessaire de mieux réaliser ce que fut, parfois,



souvent, le mépris ou, au minimum, le total manque de respect dont furent victimes ces populations.

Une exposition très interpellante démarre à la **Cité Miroir de Liège** qui, certainement, donnera des clés de lecture mais aussi des possibilités de ressentir, jusqu'ici peu disponibles.

Zoos humains. L'invention du sauvage, nous arrive après des installations prestigieuses à Paris, en Guyane, en Californie, en Côte d'Ivoire, en Allemagne et en Suisse et se complète de documentations se rapportant aux zoos humains de Belgique. Elle a été créée à l'initiative de la Fondation Lilian Thuram pour lutter contre le discours raciste en le déconstruisant. L'expo nous attend jusqu'au 26 décembre.

<http://www.citemiroir.be/> ou <http://www.zoohumains.be/>

Et si on osait la Paix ?



Le Mundaneum – le Google de papier, dit-on, - et l'Institut d'Histoire ouvrière, économique et sociale se sont unis pour élaborer une exposition d'une grande richesse et d'une spéciale interactivité installée jusqu'en février à la **Cité Miroir**. Il s'agit d'une histoire du pacifisme en Belgique. Nous y reviendrons dans le prochain numéro mais sachez déjà que la participation des jeunes au travers des réseaux sociaux est sollicitée. <http://expositions.mundaneum.org/fr/expositions/et-si-osait-la-paix-le-pacifisme-en-belgique-dhier-aujourd'hui>

Colloque

L'Europe s'invite à l'académie, le 4 octobre dès 15h30.
Colloque, débat
<http://www.academieroyale.be/cgi?lg=fr&pag=774&tab=87&rec=2330&frm=368>

CONTACT

Palais des Académies
Rue Ducale 1 - 1000 Bruxelles
Inscriptions auprès de Mme Leonore Poncin :
leonore.poncin@academieroyale.be

Pour charger le programme détaillé et connaître les invités
http://www2.academieroyale.be/academie/documents/Colloque_JourneeEurope_Flyer25269.pdf



Livre

A l'ombre des vainqueurs

De Marie-Laure de Cazotte - Éditions Albin Michel

Juin 1940.

Joseph a 7 ans. L'Alsace est annexée au Reich.

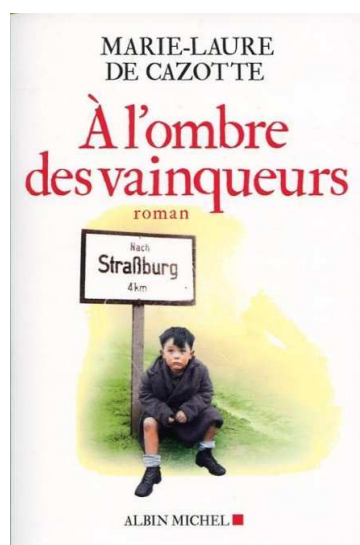
Du jour au lendemain, tout bascule pour ses habitants: obligation de parler l'allemand, les livres en français brûlés, l'instituteur remplacé, la cathédrale de Strasbourg fermée, les juifs expulsés.

Le père de Joseph est arrêté.

Il ne reviendra que 6 ans plus tard, complètement déboussolé.

C'est l'histoire peu connue de l'Alsace ballottée entre deux nations, deux identités au gré des aléas politiques.

Nous découvrons le drame des alsaciens incorporés de force dans l'armée allemande, la méfiance qu'ils suscitent de part et d'autre, les camps de concentration érigés sur le sol même



d'Alsace pour ceux qui résistent, les conditions effroyables de détention au camp russe de Tambov où se retrouvèrent nombre de «Malgré Nous». Ces «Malgré Nous» qui seront soupçonnés de trahison par la France après la libération.

Joseph grandit dans cette guerre dont il ne comprend pas les enjeux politiques.

Il ne comprend pas non plus la déchirure des adultes, leur héroïsme étouffé et suspecté.

De héros idéalisé, son père est devenu l'homme déchu dont il a honte, à éviter.

Le fossé se creuse entre celui qui tente de se reconstruire et ne veut rien oublier et son fils poussé par la vie, tourné vers l'avenir.

Roman édifiant, qui nous interpelle par la dureté des faits, mais aussi traversé par la tendresse et l'insouciance de l'enfance.

L'écriture est fluide, prenante, agréable, malgré, me semble-t-il, certaines lourdeurs de style. L'auteure a construit son histoire à partir de documents officiels, mais surtout à partir de témoignages qu'elle a recueillis auprès de personnes ayant vécu ces événements, les ravages psychologiques qu'ils ont provoqués dont l'écho se fait entendre encore aujourd'hui.

Marie-Laure de Cazotte est historienne de l'art.

Elle s'est lancée depuis peu dans l'écriture.

« A l'Ombre des vainqueurs », pour lequel elle a obtenu le prix du Roman Historique, est son second roman.

En juin dernier, elle a remporté le Prix Horizon du deuxième roman de Marche-en-Famenne.

A voir sur You Tube: «Rencontre avec Marie-Laure de Cazotte».

Il s'agit d'une interview organisée par la bibliothèque de la ville d'Avray.

L'auteure y explique son travail de recherche pour l'élaboration de son livre.

Marie-Claude Sour

Brève

14-18 Rupture ou continuité ?

A la veille de la 1^{ère} guerre mondiale, l'art belge est en pleine effervescence. Mais dès août 14 s'impose l'horreur des combats, les drames, la misère et la mort qu'ils engendrent.

Que devient, dans ce contexte, la créativité débordante qui se manifestait chez nous ?

Une exposition qui s'ouvre le 29 septembre aux Musées royaux des Beaux-Arts veut y répondre de manière particulièrement riche et dynamique.

100 écoles pourront bénéficier d'entrées gratuites !

Toutes informations sur

<https://www.fine-arts-museum.be/fr/expositions/14-18-rupture-or-continuity>